

## Chapitre III

# Introduction

Alors que le nombre de citoyens ayant un lien avec la production agricole a considérablement diminué depuis 30 ans, le nombre d'acteurs qui se sentent concernés par les activités agricoles et leurs conséquences s'accroît : acteurs de l'environnement, des filières, des territoires, du tourisme, consommateurs... C'est ainsi que les pratiques agricoles quittent la sphère privée de l'agriculteur pour devenir objets de débats publics, de négociations, de normes et de réglementations. La presse généraliste met en accusation les pratiques productivistes et les innovations techniques et génétiques qui sont ressenties comme y étant liées (pesticides, engrais minéraux, organismes génétiquement modifiés...). Le bien-être des animaux d'élevage préoccupe les citoyens et suscite la mise en place de réglementations spécifiques. Les flux d'information sur les conditions de production des denrées alimentaires (traçabilité, signes de qualité) s'accroissent dans toutes les filières. Les pouvoirs publics s'impliquent de plus en plus dans les transformations de l'agriculture par le biais des politiques agricoles, sanitaires, environnementales, territoriales...

Ainsi, le département Sciences pour l'Action et le Développement (SAD) en charge à l'Inra de l'étude des pratiques agricoles, s'attache à aider à rendre les systèmes agricoles plus durables et les pratiques plus transparentes. Le développement du dialogue entre les acteurs de l'agriculture (agriculteurs, conseillers, coopératives...) et ceux de l'environnement (associations de protection de la nature, parcs naturels, agences de l'eau, et, en définitive tout citoyen préoccupé de son cadre de vie) suppose que l'on aide les uns et les autres à mieux se connaître, à se comprendre, à échanger et si possible à partager leurs visions de l'influence des pratiques sur l'environnement. Pourquoi tous les agriculteurs ne cultivent-ils pas de la même façon ? Pourquoi ne conduisent-ils pas leurs troupeaux de la même façon ? Est-ce seulement dû à des différences de sol, de climat, de marchés ? Quelle est l'influence de l'organisation de leur exploitation agricole, de la concurrence entre activités, de leurs relations avec leurs voisins, de leurs savoirs et de leurs apprentissages ? Et cette diversité de pratiques, quelles conséquences a-t-elle sur l'économie de l'exploitation et des filières, sur le revenu et les conditions de travail des agriculteurs, sur les pollutions et la biodiversité ? Comment peut-on s'y prendre pour dire qu'une pratique, qu'un système agricole est plus favorable qu'un autre pour l'environnement, ou plus « durable » ?...

Les travaux présentés ci-après ne prétendent pas répondre à toutes ces questions, mais ils ont en commun d'avoir été conduits dans des programmes où ces différentes questions étaient considérées. Ils ont été menés chez des agriculteurs, pour prendre en compte la diversité des pratiques, impossible à reproduire en station expérimentale ; ils visent à analyser l'influence des pratiques sur l'environnement (l'avifaune des prairies humides, la faune et la flore des

bordures de champ) ; ils intègrent le fait que ces pratiques sont mises en œuvre par les agriculteurs en fonction de leurs objectifs de production (végétale ou animale), et que la préservation de l'environnement ne peut ignorer cette dimension productive de l'agriculture. Nathalie Lemaire et Pascal Faure nous montrent ainsi comment la « hauteur d'herbe » permet d'évaluer les stocks d'herbe disponibles pour les troupeaux, mais aussi de gérer le pâturage en tenant compte de la reproduction des oiseaux. Patricia Grené nous explique que la diversité des calendriers de pâturage peut être lue de deux manières différentes ; en relation avec l'alimentation du troupeau, ou en relation avec l'habitat offert aux oiseaux. Puis, Christophe Codet et Maryvonne Chevalereau montrent enfin que la diversité des pratiques se retrouve aussi sur les bordures de champs et qu'elle influence notablement la biodiversité observée dans ces bordures. Dans les trois cas, une mise au point méthodologique spécifique a été nécessaire pour assurer au recueil de données cette double pertinence, agronomique et environnementale.

*Jean-Marc Meynard*<sup>1</sup>  
Chef du département  
Sciences pour l'Action et le Développement

---

<sup>1</sup> Inra Département Sciences pour l'Action et le Développement (SAD) 78850 Thiverval-Grignon  
☎ 01 30 81 54 59 [meynard@grignon.inra.fr](mailto:meynard@grignon.inra.fr)  
<http://www.inra.fr/sad/>